

DES DÉCISIONS CONSTERNANTES, DÉPLORABLES ET ARBITRAIRES

(Montréal, le 13 août 2008) – Le Mouvement pour les arts et les lettres est littéralement catastrophé par l'annonce en cascade, par le gouvernement conservateur de Stephen Harper, de l'abolition de nombreux programmes de soutien aux arts et à la culture. Vendredi dernier, le gouvernement sabrait les programmes *PromArt* et *Routes Commerciales*, deux programmes de soutien destinés à promouvoir la culture canadienne et québécoise à l'étranger. Aujourd'hui, on apprend que le Programme national de formation dans le secteur du film et de la vidéo et le Fonds des réseaux de recherche sur les nouveaux médias disparaîtront sous peu. Selon le M.A.L., la suppression de ces divers programmes n'est rien de moins que consternante, déplorable et arbitraire.

« Ces décisions, si elles sont maintenues, appliqueront un terrible coup de frein à un secteur ayant considérablement contribué au rayonnement du Canada à l'étranger. On comprend mal que le gouvernement canadien veuille se priver d'un formidable outil de relations publiques qui l'a pourtant si bien servi depuis des décennies », soutient l'écrivain Stanley Péan au nom du M.A.L.

« Le geste du gouvernement Harper est d'autant plus détestable qu'il est commis à toutes fins utiles en catimini, au plus fort des vacances estivales. Pour ajouter l'injure à l'offense, la ministre du Patrimoine, Mme Josée Verner, que d'aucuns auraient pu croire la représentante du milieu de la culture, des arts et des lettres au sein du gouvernement fédéral, s'est enfermée dans le silence le plus total et s'est absolument refusée à expliquer les motifs de ces décisions regrettables. Quand la ministre cessera-t-elle de jouer un rôle de simple figurante dans ce gouvernement ? », poursuit Stanley Péan.

Le gouvernement Harper a tenté de motiver sa décision par le fait que certains récipiendaires de subventions qu'il qualifie de « *marginiaux* » ou de « *radicaux* » représenteraient mal le Canada à l'étranger. Si tel est le cas, ne serait-il pas plus normal et constructif de raffiner les critères d'attribution de ces programmes, plutôt que de les abolir purement et simplement?

Par ailleurs, deux des programmes que le gouvernement Harper décide d'abolir, *PromArt* et *Routes Commerciales*, ont pourtant fait l'objet d'excellentes évaluations de la part d'experts du milieu ainsi que de rapports, tel celui du Bureau de l'Inspecteur général. En invoquant la volonté d'adopter « *une démarche plus disciplinée de gestion des dépenses* », le gouvernement Harper fait honteusement fi des résultats et des recommandations formulés par ses propres experts. En sabrant sans vergogne dans des programmes hautement qualifiés, le gouvernement Harper fait preuve d'incohérence et, qui plus est, d'ignorance quant aux conséquences désastreuses de ces coupures sur l'ensemble de l'industrie culturelle québécoise et canadienne.

Dans sa prétendue volonté de discipliner la gestion des dépenses, le gouvernement Harper s'apprête à gaspiller plusieurs décennies d'investissement dans le développement d'une culture et d'une identité originales contre toute vision stratégique d'investissement dans un contexte de mondialisation et de diversité culturelle. Ce même gouvernement confond dépenses et investissements, alors que l'économie des arts et de la culture repose en bonne partie sur les revenus tirés de l'exportation, le financement public ayant un rôle d'appoint.

Le Mouvement pour les arts et les lettres, les associations professionnelles qu'il regroupe et les 14 000 artistes, artisans, écrivains et travailleurs culturels qu'il représente, ne peuvent imaginer que le gouvernement du Canada puisse ainsi, et aussi froidement, sabrer dans des programmes de soutien à la diffusion internationale et à l'exportation. « *C'est pourquoi nous en appelons au Premier ministre Stephen Harper, au ministre des Affaires étrangères, David Emerson, et à la ministre du Patrimoine, Josée Verner, pour qu'ils reviennent sur leur décision. Nous ne pouvons croire qu'un gouvernement responsable puisse laisser tomber aussi bêtement la diplomatie culturelle alors que c'est le Canada tout entier qui en subira les contrecoups dans son économie, son commerce avec l'étranger et l'expression de sa culture. Les artistes et les travailleurs culturels sauront occuper l'espace public pour dénoncer les man?uvres conservatrices et en expliquer les conséquences aux Québécois et aux Canadiens*», a conclu Stanley Péan.

- 30 -

Le Mouvement pour les arts et les lettres regroupe huit organisations nationales et treize conseils régionaux de la culture du secteur des arts et des lettres, qui représentent près de 14 000 artistes professionnels, écrivains et travailleurs culturels. Le Mouvement est constitué du Conseil québécois du théâtre, du Conseil québécois de la musique, du Conseil des métiers d'art du Québec, du Conseil québécois des arts médiatiques, du Regroupement québécois de la danse, de l'Union des écrivaines et écrivains québécois, du Regroupement des centres d'artistes autogérés du Québec, de En piste – le regroupement national des arts du cirque – ainsi que des conseils régionaux de la culture de l'Estrie, de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Montérégie, du Saguenay, de la Mauricie, du Centre du Québec, de l'Outaouais, des Laurentides, de Lanaudière, du Bas-Saint-Laurent, de la Côte-Nord, de la Gaspésie et de la région de Québec-Chaudières-Appalaches. La mission des conseils régionaux de la culture est d'appuyer le développement des arts et de la culture dans leur région.

Source : Mouvement pour les arts et les lettres

Contact presse : Sylvie Raymond
450 788-3258
450 880-2562
sylvieraymond@tellabaie.net

Geneviève Déry
HKDP Communications et affaires publiques
514 395-0375, poste 232
gder@hkdp.qc.ca